

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<https://www.universitepopulairेतoulouse.fr/spip.php?article69>

# **Autour de la question de la démondialisation**

- Université Populaire de Toulouse - Programme d'activités -

Date de mise en ligne : vendredi 4 novembre 2011

---

**Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés**

---

### **Conférence - débat avec Geneviève Azam et Pierre Khalfa, le 15 novembre au forum de la librairie la renaissance, 1 Allée Marc Saint-Saëns.**

La globalisation économique et financière et sa domination sur la vie sociale, politique et culturelle des sociétés nous ont enseigné que la libéralisation de l'économie à l'égard de toute réglementation institutionnelle a été une façon d'imposer un projet politique, consistant à abolir le politique. L'OMC en a été un des bras armés, le libre-échange faisant office de projet politique global. La globalisation se résume à la généralisation uniforme et extensive des lois de l'économie, ici l'économie capitaliste et le marché. Avec la globalisation, le capitalisme règne sur le monde et la Terre qui ne peuvent plus le supporter. C'est pourquoi, des mouvements sociaux du Sud parlent depuis plusieurs années de déglobalisation, thème développé par Walden Bello (2003) ; le mouvement altermondialiste s'appelle ailleurs souvent mouvement « no global », .

La globalisation a subordonné la totalité de l'espace social et de la biosphère à la logique abstraite de la production illimitée pour le marché, de la promesse technique infinie, passant au bulldozer la richesse concrète et la complexité du monde social et naturel pour mieux la faire entrer dans le processus du capitalisme. Ce faisant elle détruit le monde commun entre les humains, unique dans sa diversité, et les liens avec la Terre.

La crise systémique actuelle est une crise de la globalisation, qui peut déchaîner, sur le terreau des destructions passées, un sauve qui peut généralisé et transformer le monde en immense champ de lutte pour la survie. Les sociétés étaient censées se rencontrer grâce à la globalisation ; celle-ci est passée au dessus de leur tête et elle n'ont connu que le nivellement. C'est pourquoi la déglobalisation est un projet politique de réappropriation par les peuples d'un monde qu'ils choisissent et qui leur est commun.

Elle passe par une relocalisation des activités, par une réappropriation des territoires. Mais ceci ne peut faire sens et permettre de bifurquer réellement que dans le cadre d'un mouvement mondial de résistance à la globalisation et d'invention d'alternatives et de nouvelles voies de coopération. Ce mouvement est en marche, même s'il est chaotique, car reconnaissons que ce n'est pas une mince affaire.

C'est pourquoi je préfère parler de déglobalisation que de démondialisation. La traduction française en introduisant le mot « monde » pour désigner le processus de globalisation a laissé croire à un nouveau un processus de civilisation, là où s'imposait la décivilisation. Comme pour la décroissance, saisissons tout de même ce mot qui a conquis l'espace public, pour engager le débat politique.

#### **Geneviève Azam**

La mondialisation actuelle a un contenu précis. C'est celui de la globalisation du capital qui vise à marchandiser la vie sociale, la vie elle-même et même ce qui en est la condition, la biosphère. Cette mondialisation est celle de la domination de la logique actionnariale sur les salariés et celle de la finance sur les processus productifs et plus globalement sur les sociétés. Tous ces aspects forment un tout. Il s'agit d'une mondialisation organisée au service des firmes transnationales et des grandes puissances. C'est pourquoi, les altermondialistes ne parlent pas simplement de mondialisation mais de mondialisation néolibérale pour caractériser le régime mis en place depuis une trentaine d'années.

La démondialisation peut-elle être une réponse progressiste à la mondialisation néolibérale ? Il faut évidemment

relocaliser les systèmes productifs, pour produire au plus près des lieux de consommation, et réduire les flux de marchandises et de capitaux. Mais une réponse progressiste ne peut se réduire à cela. Ainsi, il faut plus de mondialisation dans de nombreux domaines. Citons par exemple la lutte contre le réchauffement climatique, la mondialisation nécessaire des droits sociaux et celle des savoirs, la gestion des ressources rares... La démondialisation ne peut donc être un processus général comme cette notion le suggère. De plus, cette notion est muette sur ce qui est à la racine même du néolibéralisme, « la création de valeur pour l'actionnaire ». Or c'est cette dynamique qui pousse les entreprises à délocaliser, à réduire la part salariale et à fragmenter les processus productifs. C'est donc à la logique même du capitalisme actionnarial qu'il faut s'attaquer

Mais il y a encore plus problématique. Pour nombre de ses partisans, la démondialisation revient à faire du cadre national, le seul cadre possible de l'action politique, l'Etat-nation étant vu comme le seul cadre démocratique possible. Il s'agit pour eux de protéger cet espace national contre d'autres pays jugés trop compétitifs, la Chine, mais aussi l'Allemagne ou même la Belgique. Dans cette perspective, le rôle du capitalisme français dans la mondialisation néolibérale est laissé de côté et l'essentiel des problèmes rencontrés est rejeté sur l'extérieur. On passe d'un conflit de classes à un conflit de pays.

Contre cette logique, l'apport de l'altermondialisme a été de mettre en évidence la nécessité de combats sur des objectifs communs à toute l'humanité et de les articuler avec un processus de réappropriation de la politique par les citoyens à tous les niveaux, en particulier au sein de l'Union européenne ou dans notre pays.

### **Pierre Khalfa**

**Geneviève Azam**, est maître de conférence en économie et chercheuse à l'Université Toulouse II. Elle est par ailleurs militante écologiste et altermondialiste au sein de l'organisation Attac France. Elle participe régulièrement à la chronique « à contre-courant » de l'hebdomadaire Politis.

1998-1999, « Économie Solidaire quel défi ? », Économie et humanisme, décembre 1998 - janvier 1999, n° 347.

2001, « La mondialisation et l'Économie Solidaire », Mondialisation et modernisation des entreprises - Enjeux et trajectoires, 2001, sous la direction de M.Y. Ferfera, M. Benguerna, M.A. Isli, Casbah Éditions, CREAD, Alger.

2002, « Économie sociale-économie solidaire : continuité ou rupture ? », Économie plurielle, Économie solidaire : l'emploi en question, décembre 2001-janvier 2002, Revue Nemesys, n° 3, Presses Universitaires de Perpignan

2003, in Revue du MAUSS, deux articles dans le numéro spécial « L'alter-économie » de mai :

1. « Pour une pensée de la limite. L'exemple de la privatisation du vivant »
2. « Économie Sociale, Tiers Secteur, Économie Solidaire : quelles frontières ? »

2007, "Construire un monde écologique et solidaire" (avec Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon), in Economie politique, n°34, 2007/2 2010, "Le temps du monde fini, vers l'après capitalisme", Ed. : les Liens qui libèrent.

**Khalfa Pierre** est Membre du bureau d'Attac France et du Conseil scientifique d'Attac

Syndicaliste : responsable national de l'Union syndicale Solidaires "Les retraites au péril du libéralisme" Edition

Syllepse 2002 (ouvrage collectif) ;

"Un social-libéralisme à la française" Edition la Découverte 2001 (ouvrage collectif) ; Divers articles sur les retraites, les services publics, l'emploi, la mondialisation Recherches et autres activités en cours : Retraites, emploi, services publics, mondialisation...